

Énergie

produits meilleur marché si elles tournaient à fond de façon à alimenter toute la côte est de l'Amérique du Nord. Que ces raffineries soient situées à Terre-Neuve, dans le détroit de

Canso ou dans la Baie de Fundy, le gouvernement canadien doit négocier de façon très serrée en vue de signer un contrat sûr, amical et de longue durée.

Dans l'intérêt de la nation, ces expéditions doivent reprendre. Il faut que ces raffineries recommencent à tourner. Nous devons conclure avec les Américains pour le transport du gaz naturel liquéfié une entente à laquelle ils pourrnt se fier. Il faut tenir compte des pêcheries et de l'environnement comme l'a suggéré l'Office national de l'énergie. Nous devons permettre aux gens de l'est du Canada qui sont actuellement en chômage de trouver quelques emplois dans le domaine de l'énergie. Tout cela contribuera à nous assurer un approvisionnement plus sûr et meilleur marché quand ces usines fonctionneront à pleine capacité. Si ces raffineries continuent à fonctionner, le gouvernement canadien y trouvera un supplément de revenus. Tout le pays en profitera. J'en conjure le gouvernement au nom de la région de l'Atlantique. Il est étrange qu'on puisse dépenser environ 1 milliard de dollars pour construire Mirabel et qu'on puisse éponger la dette de 1 milliard de dollars du CN.

Une voix: Oh, oh!

M. McCain: Terre-Neuve devrait recevoir sa part. Cette province a besoin d'aide. Les députés d'en face devraient se faire le porte-parole de leurs provinces et non de leurs chefs. Ils obtiendraient plus de suffrages s'ils défendaient les intérêts de leur province au lieu de ridiculiser les députés qui le font. Ce que j'ai dit s'applique autant à Terre-Neuve qu'au Nouveau-Brunswick. Les députés d'en face devraient retourner dans leurs circonscriptions avec ce message.

En toute justice, la région de l'Atlantique mérite qu'on entame de telles négociations, ce qui serait le cas si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Jamieson), le vice-premier ministre président du Conseil privé (M. MacEachen) et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'intéressaient vraiment à l'ensemble du Canada au lieu de s'occuper uniquement des deux provinces centrales qui, avec quelques partisans loyaux à Terre-Neuve et au Nouveau-Brunswick, élisent la majorité des membres de leur parti. Les provinces de l'Atlantique ont besoin qu'on les aide et qu'on exploite leurs ressources. J'exhorte le ministre, non pas à négliger les besoins de toute autre région du Canada, mais plutôt à s'occuper autant des besoins de la région de l'Atlantique que de ceux de toutes les autres régions du Canada.

M. l'Orateur adjoint: Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) demande la parole. Le Règlement ne lui donne pas le droit de répondre à la troisième lecture. Le ministre ne peut prendre la parole que s'il obtient le consentement unanime. La motion de deuxième lecture est considérée comme une motion de fond, comme l'indique le commentaire 166 de Beauchesne. On considère que le ministre a participé au débat, soit qu'il ait simplement présenté la motion ou qu'il l'ait fait présenter en son nom. Y a-t-il consentement unanime pour permettre au ministre de mettre fin au débat?

Des voix: D'accord.

[M. McCain.]

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je remercie les députés de leur indulgence. Je ne parlerai que très peu de temps, cinq minutes au plus. Je crois savoir que tous les partis ont convenu avec le ministre du Travail (M. Munro) de terminer très rapidement l'étude du bill dès que j'aurai fini de parler.

● (2142)

Nous avons entendu toutes sortes d'accusations durant ce débat de troisième lecture. Je ne suis évidemment pas en mesure, compte tenu du temps dont je dispose, et du sujet du débat, d'y répondre à toutes. Nombre d'entre elles étaient absurdes et l'on a parfois eu l'impression que plus la valeur de l'argument était faible, plus fort était le ton de la voix, et les députés auront certainement reconnu le député de Terre-Neuve en question le plus qualifié pour ce titre particulier.

Les députés de ce côté-ci de la Chambre reconnaissent que l'opposition officielle a littéralement agonisé autour de ce bill. Elle nous a à tous démontré ainsi qu'à ceux qui assistent à ce débat à la télévision qu'elle est prête à rabaisser sa propre crédibilité lorsqu'elle doit voter en faveur d'un bill du gouvernement. Les députés de l'opposition semblent trouver toutes les occasions possibles de discuter de n'importe quoi sauf du bill en question, ce qui fut très clairement le cas d'après les propos qu'ils ont tenus ce soir.

Un député, celui de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton) a par exemple déclaré qu'il voterait en faveur de ce bill parce qu'il est très important; il s'agit d'après lui d'un bill très important pour la sécurité nationale. Ensuite, se rendant compte qu'il avait été trop loin, il a déclaré: «Mais il s'agit d'un mauvais bill».

Le bruyant raté de Saint-Jean-Est a poursuivi ses remarques dans cette veine et, ainsi que je l'ai indiqué, plus ses arguments étaient faibles, plus il haussait le ton de la voix. Je crois que les conservateurs en particulier ont fait preuve de beaucoup d'ingéniosité pour éviter d'affronter les grandes questions abordées par ce bill et essayer de détourner ainsi l'attention de ses dispositions.

Je pense que le NPD s'en est également pas mal tiré. J'ai été impressionné par l'adresse de deux porte-parole du NPD qui ont parlé des prix de l'essence, de la différence entre le prix de vente au détail de l'essence entre une localité et une autre, ou dans certains cas, dans une même ville. Un député a d'ailleurs demandé pourquoi cela ne pourrait pas être comme dans le cas de la bière. On devine aisément quelles sont les véritables préoccupations de ce parti en particulier concernant ce débat. Il a fallu un député créditiste pour les ramener à l'ordre en leur signalant très justement d'ailleurs que toute la question des prix de vente au détail de l'essence n'est absolument pas du ressort des autorités fédérales, mais plutôt du gouvernement provincial. Les députés de ce côté-ci de la Chambre s'étonnent que leurs collègues du NPD aient mis si longtemps à prendre conscience du caractère fondamental de la constitution canadienne.

Nous avons toujours écouté le député de Peace River (M. Baldwin) chaque fois qu'il a parlé de la liberté d'information. Il s'est acquis toute une réputation au cours des années comme défenseur de la liberté d'information. Il s'est servi du présent débat pour revenir à cette question, en laissant entendre que ce bill cache en quelque sorte des renseignements. Il ne l'a toutefois pas démontré, et il n'a pas non plus traité de la